



Troisième rencontre de la plateforme régionale de

lutte contre les violences basées sur le genre

Discours de Fatoumia A. Bazi, chargée de mission à la Commission de l'océan Indien

18-19 octobre 2013, Moroni, Union des Comores

Excellence Monsieur le Vice-Président en charge du
Ministère de la santé, de la solidarité, de la cohésion
sociale et de la promotion du genre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Représentant de l'officier permanent de
liaison de la COI,

Madame la Commissaire à la Solidarité et à la
promotion du Genre,

Monsieur le Coordonnateur Résidant a.i du Système des
Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les partenaires au
développement,

Mesdames et Messieurs les représentants des pays
membres de la COI,

Mesdames et Messieurs les représentants du corps
diplomatique,



Mesdames et Messieurs les membres de la société civile
Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

J'ai plaisir à constater que l'engagement des membres de la plateforme régionale de lutte contre la violence ne faiblit pas. Notre mobilisation collective a déjà porté des résultats tangibles. Toutefois, vous me permettrez de n'y voir qu'un petit motif de satisfaction. Il nous reste encore beaucoup à faire, collectivement, pour éradiquer la violence à l'égard des femmes, qui dans une certaine mesure est un trait persistant et honteux de notre civilisation de l'Indianocéanie.

Trop de femmes dans notre région sont quotidiennement victimes de violences. La violence est polymorphe : outre les coups et les insultes, les droits piétinés, les opportunités niées, les voix étouffées sont aussi des formes de violence qui doivent nous interpeller. Notre mobilisation régionale doit aider à libérer la voix des femmes. Il faut que les tragédies confinées dans la sphère de l'intime soient audibles et que l'impact des brutalités physiques et morales soit mieux compris de nos décideurs et de nos populations.



Il nous faut le rappeler, et insister : la violence est un véritable enjeu de santé publique, dont les conséquences touchent autant à la dignité de la personne qu'à l'économie de nos pays.

Les quelques rapports sur les violences basées sur le genre dans nos pays font état de son inquiétante étendue, dans toutes les couches sociales, dans les villes et dans les campagnes, et témoignent de l'aspect aussi cruel que pernicieux de cette violence. L'ennemi contre lequel nous luttons en premier lieu, ce sont les mentalités. C'est dire si notre combat collectif est difficile.

A Madagascar, une étude sur la violence conjugale envers les femmes conduite par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en 2007 à Antananarivo a montré que 43% des femmes en union âgées de 15 à 49 ans ont été victimes de violences. Ce chiffre préoccupant le devient davantage s'il est mis en corrélation avec le résultat de l'Enquête Démographique et de Santé 2008 qui révèle que 35% des jeunes filles de 15 à 19 ans approuvent le fait qu'une femme soit



battue par son mari et son partenaire. Et on ne parle là que des violences physiques !

A La Réunion, les pouvoirs publics ont depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme. Cela dit, les femmes, mieux renseignées et mieux aidées, rapportent plus facilement les cas de violences conjugales. C'est ce qui explique, en plus d'un taux de prévalence élevé des brutalités à l'encontre des femmes, l'augmentation de 35% des cas rapportés entre 2007 et 2010.

A Maurice, l'enquête conduite par *Gender Links* intitulée *War @ Home – Ménages en guerre*, révèle qu'un homme sur cinq aurait fait subir des violences à des femmes. Et cette indication, lit-on dans le rapport, est certainement en deçà de la réalité.

Nous aurons l'occasion de prendre la plus juste mesure de l'état de la violence basée sur le genre dans chacun de nos pays lors d'une session au cours de cette matinée. Mais d'ores et déjà, vous le constatez, Mesdames et Messieurs, le chemin qu'il nous reste à parcourir pour éradiquer tous les types de violence est encore long.



Notre rencontre durant ces deux prochains jours nous donne l'occasion d'évaluer l'apport de nos plateformes nationales et d'identifier les moyens qu'il nous faut et les actions que nous devons mettre en place pour atteindre notre objectif.

C'est avec plaisir que nous saluons la participation de notre partenaire, l'ONUSIDA, un partenaire stratégique dans la lutte contre la violence.

Les plateformes nationales ont permis de mobiliser les acteurs de la prévention des violences, de la prise en charge des victimes, et les institutions publiques responsables de la défense des droits des femmes. Reste que nos plateformes nationales n'ont pas toutes pu réaliser l'ensemble des objectifs fixés, faute de moyens, de coordination, de capacités, ou de soutien. C'est notamment de cela que nous devons discuter pour réfléchir ensemble aux moyens d'améliorer les opérations de nos plateformes.

Mesdames, Messieurs,



Les ONG sont des acteurs essentiels de la lutte contre les violences faites aux femmes. Bien souvent, avec peu de moyens, elles abattent un travail considérable, elles sont d'un apport indéniable en complément de l'action de nos Etats. Nous devons continuer à les appuyer et à faciliter le dialogue entre elles, à l'échelle nationale et régionale. Le renforcement des capacités des ONG, par la mise en réseau et le partage d'expérience, est un moyen efficace d'améliorer l'aide aux victimes. Votre travail de proximité que vous conduisez, Mesdames et Messieurs les représentants des ONG, mérite d'être reconnu tant il contribue à construire, dans chacune de nos îles, une société plus juste et sécurisée. Ce faisant, vous apportez votre pierre au développement durable de notre région. Au nom de la Commission de l'océan Indien, je vous remercie pour votre participation à cette rencontre et pour votre engagement au quotidien auprès des femmes et des citoyens les plus vulnérables de l'Indianocéanie.

Je remercie également nos partenaires de développement, notamment le Système des Nations



unies et la Banque africaine de développement à travers son Unité des Etats fragiles. Votre appui à cet axe prioritaire de la stratégie régionale genre de la COI nous permet de mobiliser les acteurs institutionnels et non-gouvernementaux au niveau de nos pays membres d'une part et de la région d'autre part. Nous savons pouvoir compter sur la continuité de votre soutien car le développement durable de l'Indianocéanie doit pouvoir reposer sur toutes ses forces créatives et entrepreneuriales, notamment les femmes.

Je remercie enfin les autorités comoriennes, particulièrement la vice-présidence chargée de la Santé et du Genre et le ministère des Affaires étrangères pour leur intérêt pour cette problématique et pour la qualité de l'accueil.

Pour clore, permettez-moi de rappeler que cette troisième rencontre de la plateforme régionale de lutte contre la violence alimentera aussi la nouvelle stratégie genre de la COI pour les années 2013-2018. Avec votre concours et votre appui, cette stratégie nous aidera à ancrer plus encore la notion d'équité dans l'Indianocéanie.



Je vous remercie de votre attention.